Programme d'aide À La Création des PME en Algérie: Cas de L'agence Nationale de Gestion de Micro Crédit

Assistance Program for the Creation of SMEs in Algeria: the Case of National Agency for Micro Credit Management

Abdelkrim Zoheir Hadeff^{♦1}, Mohamed Bensaid²

¹ PhD, Attached of research, Research centre in applied economics for development (Algeria)
e-mail: ecozoheiro@gmail.com

² Professeur, Organisation management research laboratory, Djillali liabes University of Sidi-Bel-Abbes (Algeria), e-mail: bensaide@yahoo.fr

Reçu: 14-05-2019

Accepté: 23-06-2019

Publié: 30-06-2019

Résumé:

Le présent article cherche à savoir comment le micro crédit encourage l'activité entrepreneuriale dans les économies émergentes, en tant que mécanisme de croissance économique et de réduction de la pauvreté, en particulier en Algérie en prenant l'exemple de l'agence nationale de gestion de microcrédit et en se basant sur une enquête auprès de 150 bénéficiaires de ce type de financement au niveau de la wilaya de Mascara. D'après les résultats on constate l'existence d'une forte corrélation entre le microcrédit et le nombre de PME créées; d'une part le microcrédit a déployé le nombre de PME de 37,9% mais d'autre part on enregistre que l'effet du microcrédit dans les zones rurales n'est pas semblable à l'effet constaté dans les zones urbaines.

Mots clés: microcrédit, programme public, PME, Algérie.

Classification Jel: G21, A12, C40.

Abstract:

This study examines how microcredit improved entrepreneurial activity in emerging economies as a mechanism of economic growth and to reduce poverty and financial inequalities, particularly in Algeria. This is using National Microcredit Agency as a case study and based on a microdata survey of 150 beneficiaries of this type of financing in the Wilaya

[♦] **Auteur correspondant :** Hadeff Abdelkrim Zoheir, **e-mail :** ecozoheiro@gmail.com

of Mascara. The results show a strong correlation between microcredit and the number of SMEs created. Microcredit has deployed the number of SMEs by 37.9%. Still, on the other hand, the effect of microcredit in rural areas is not similar to that observed in urban areas.

Keywords: Microcredit, Public Program, SME, Algeria.

JEL Classification: G21, A12, C40.

1. Introduction

Les économistes du développement tels que (Hoff, 2001) trouvent que les politiques publiques peuvent et doivent prendre en considération le bien-être des individus à travers l'amélioration de certaines conditions de vie, en se référant à des approches dites ascendantes « bootm-up » qui détiennent une grande capacité de ciblage et qui sont basées sur des données microéconomiques. La micro finance fait partie de ces approches qui tiennent en compte l'incapacité économique de certaines strates sociales tels que les pauvres et les exclus à être inclus dans les différents marchés.

Pour cela les pays en voie de développement et en particulier l'Algérie ont adopté la micro-finance, sous forme de programmes étatiques pour éradiquer l'exclusion bancaire et financière et amplifier l'activité entrepreneuriale.

Dans ce sens, ce travail a comme objectif de savoir comment la micro finance encourage l'activité entrepreneuriale dans les économies émergentes, en tant que mécanisme de croissance économique et de réduction de la pauvreté (Ahlstrom, 2014). En particulier en Algérie en prenant l'exemple de l'agence nationale de gestion de microcrédit et en se basant sur une enquête auprès de 150 bénéficiaires de ce type de financement. Bien que la revue de la littérature sur la micro finance et l'entrepreneuriat est de plus en plus abondante contre un nombre d'études limitées sur l'impact de la micro finance dans la contribution à l'amélioration de la qualité de vie des populations ainsi qu'à la création et au développement de nouvelles entreprises (Banerjee, 2015).

Ce travail constitue un essai pour traiter ce problème clé, dans le but de semer les graines des recherches futures dans cet important domaine qui relie le microcrédit et la création des entreprises, en premier lieu nous allons éclaircir à travers la revue de littératures l'ensemble des approches et des débats théoriques qui étudient la relation entre la micro finance, et l'entrepreneuriat dans sa globalité.

En deuxième lieu une analyse descriptive est indispensable afin de cerner un cadre quantifiable de notre problématique ainsi qu'un passage sur la méthode d'analyse employée. Enfin nous allons nous baser sur un modèle de régression linéaire pour quantifier la corrélation existante entre les variables d'étude.

2. Revue de littérature : entrepreneuriat et microcrédit

Depuis son développement moderne au Bangladesh dans les années 1970 (Yunus, 1999), la micro finance a été largement saluée comme la solution à la pauvreté absolue

(Unies, 2006). En fournissant l'accès au financement pour les personnes dites non solvables, la micro finance a pour objectif d'apporter du crédit, de l'épargne et de l'assistance technique.

D'autres services financiers à la portée de millions de personnes trop pauvres pour être exclus par des services réguliers des banques, souvent parce qu'elles ne sont pas en mesure d'offrir des garanties suffisantes ou tout simplement parce qu'elles n'ont pas la possibilité d'obtenir facilement des garanties d'accès au financement. De cette façon, la micro finance peut fournir un capital minimal pour le démarrage et l'expansion de l'entreprise.

L'expansion des petites et moyennes entreprises, principalement auprès des particuliers et des ménages à faible revenu dans les pays en développement représente un défi majeur. Dans les années 1970, l'économiste Muhammad Yunus, alors professeur d'économie à l'Université de Chittagong, est devenu désabusé par les famines régulières au Bangladesh. Il a commencé à visiter les villages locaux, où il a trouvé un groupe de 42 femmes qui fabriquaient des tabourets en bambou.

Faute de fonds pour acheter des matières premières, elles se sont retrouvées dans un cycle d'endettement avec les commerçants locaux, qui leur prêteraient de l'argent pour les matériaux prévus dans l'accord, qu'elles s'engageaient à vendre les tabourets à un prix à peine supérieur à celui des matières premières. Yunus a été choqué d'apprendre que Les besoins d'emprunt des 42 femmes s'élevaient à l'équivalent de 27 dollars. Il leur a prêté l'argent de sa propre poche à zéro intérêt, ce qui permet aux femmes de vendre leurs produits pour un prix raisonnable et sortir du cycle de l'endettement. La solution semblait évidente, le capital étant le principal problème. C'est-à-dire, donner aux pauvres l'accès au capital sous la forme de petits prêts qui peuvent être un moyen de déploiement des petites entreprises, et ce qui leur permettait d'améliorer leur niveau de vie.

C'est à partir de cette idée qu'en 1983, M. Yunus a créé la Grameen Bank (banque Grameen) qui dérive du mot bengali gramme qui signifie rural ou village, afin de se spécialiser dans le microcrédit. Auparavant et à mesure que la portée et le succès de la Grameen-Bank s'est développée, et le nombre d'institutions de micro finance s'est étendu au niveau mondial (Khavul, 2010) ; les pionniers et les leaders de la micro finance ont été récompensés par des prix, dont le prix Nobel 2006.

Au cours des trois décennies suivantes, le nombre total de prêts de micro-finance accordés s'est élevé à 1,5 milliard d'euros, avec un total de bénéficiaires largement supérieur à 100 millions. Pourtant, la question demeure ; si ces prêts ont-ils réellement réduit l'endettement des Etats des pays en voie de développement ainsi que le changement du niveau de pauvreté des emprunteurs, Jusqu'à présent, les recherches menées par les économistes n'ont pas permis d'établir une vérité absolue sur ces problématiques (Armendariz, 2007)

Peu d'études ont été publiées pour évaluer l'impact de la micro finance sur l'entrepreneuriat et l'inclusion financière à l'aide d'une méthodologie comparative randomisée(Roodman, Due diligence: An impertinent inquiry into microfinance., 2012).

Les études existantes n'ont pas été en mesure de démontrer l'augmentation du chiffre de PME créées par les personnes qui reçoivent des microcrédits, par rapport à un ensemble apparié d'emprunteurs qui n'ont pas bénéficié de ces prêts. Une étude importante (Banerjee, 2015) a montré que les investissements des entreprises et les bénéfices des entreprises préexistantes ont permis l'augmentation de la présence de microcrédits, mais la consommation de l'entrepreneur n'a pas été augmentée de manière significative, cette étude a également révélé qu'il n'y a pas eu d'amélioration significative dans les domaines de la santé et de l'éducation, ou de l'autonomisation des femmes. Entre-temps, d'autres études ont montré que l'accès à la micro finance augmente le taux d'épargne des pauvres par rapport à ceux qui n'y ont pas accès ce qui représente une amélioration de l'indicateur d'inclusion financière, et cela a amélioré leur niveau de vie mais pas leur activité entrepreneuriale(Dupas, 2013). Les faits suggèrent qu'en dépit des milliards prêtés par les institutions de micro finance à travers le monde, ses effets sur les emprunteurs et l'activité entrepreneuriale ne sont pas toujours positifs (Bruton, 2015).

Dans ce sens un récent corpus théorique d'études empiriques confirme l'existence de différents effets engendrés par le microcrédit, on cite à titre d'exemple :

Quatre études au Bangladesh (MAYOUX, 2013)(Goetz, A. M., & Gupta, R. S., 1996)(Schuler, S. R., & Hashemi, S. M., 1994)(Hashemi, S. M., Schuler, S. R., & Riley, A. P., 1996) se concentrent sur la question de l'autonomisation des femmes. Toutes sauf une, constate que la participation au programme de micro finance a un impact statistiquement significatif sur un ou plusieurs aspects de l'autonomisation financière des femmes, tels l'épargne. La seule étude d'impact bangladaise qui ne parvient pas à trouver des impacts significatifs est celle de (Goetz, A. M., & Gupta, R. S., 1996) qui constatent qu'une part importante des prêts n'était pas investies dans des activités créatrices de richesses.

D'autres études publiées ont évalué l'impact des programmes de micro finance en Bolivie(Mosley, 2001), en Chine (Park, A., & Ren, C., 2001) au Thaïlande (Coleman, 2006) en Zambie (Copestake, J., Bhalotra, S., & Johnson, S., 2001)en Équateur (Woller, G., & Parsons, R., 2002) au Ghana et en Afrique du Sud (Afrane, 2002) Au Guatemala (Kevane, M., & Wydick, B., 2001) en Indonésie (Bolnick, B. R., & Nelson, E. R., 1990)et dans d'autres pays. Les résultats varient considérablement d'une étude à l'autre, ce qui suggère que les impacts sont très spécifiques au contexte de chaque pays.

(Copestake, J., Bhalotra, S., & Johnson, S., 2001) Constatent que les emprunteurs qui ont pu obtenir deux prêts ont enregistré une forte croissance des bénéfices et du revenu du ménage par rapport à un échantillon de contrôle (étude randomisée), mais les emprunteurs qui ne se sont jamais qualifiés pour le second prêt étaient en pire situation.

D'autres études d'impact examinent les compromis à prendre en compte lors des évaluations d'impact de la micro finance. (Mosely, P., & Hulme, D., 1998) Étudient 13 institutions de micro finance dans sept pays (Bolivie, Indonésie, Bangladesh, Sri Lanka, Kenya, Inde et Malawi) et construisent une frontière d'impact décrivant la relation inverse qu'elles constatent entre la portée (profondeur atteinte) et l'impact. (Wyck, 1999) Construit un modèle théorique pour analyser le compromis économique entre les rendements futurs de la scolarité et le retour actuel au travail des enfants dans les entreprises familiales guatémaltèques. Il constate que dans certains états, le microcrédit augmente la probabilité que les enfants vont à l'école; cependant, pendant certains états d'aléa moral, le coût de la scolarité peut dépasser les avantages du travail des enfants.

Cependant, d'autres études d'évaluation d'impact ne parviennent pas à trouver des impacts significatifs. Dans son évaluation des institutions de micro finance thaïlandaises (Coleman, 2006) constate que les estimations «naïves» de l'impact qui ne parviennent pas à contrôler l'auto sélection qui représente le problème primordial de la théorie de répression financière et la mise en place de programmes endogènes (stochastique) surestiment significativement les impacts du programme. Il généralise cette conclusion à d'autres évaluations d'impact, déduisant que la majorité des études d'impact négligent les problèmes d'auto-sélection et de placement endogène des programmes, conduisant ainsi à une surestimation systématique de l'impact.

Réaliser des comparaisons entre les études d'impact est grandement compliqué par l'hétérogénéité contextuelle des programmes publics évalués et la diversité des méthodologies empiriques utilisées. La diversité des méthodologies empiriques reflète à son tour la diversité des options méthodologiques disponibles.

3.Méthodologie

D'une part les évaluations d'impact adoptant trois grandes approches: la méthode scientifique (principalement les enquêtes quantitatives randomisées et contrôlées), les méthodes de sondage classiques (ethnographie et autres méthodes qualitatives) et l'apprentissage participatif (outils qualitatifs participatifs incluant par exemple, l'évaluation des inégalités d'accès, l'évaluation rurale et la recherche sur les systèmes de production familiale). On conclut qu'un mécanisme optimal d'évaluation de l'impact devrait combiner les différentes méthodes en fonction de l'adéquation entre les objectifs de l'évaluation (l'approche utilisée), le contexte du programme, les ressources humaines et le calendrier ; le facteur temps. (Hulme, 2000).

D'autre part (Hyman, E. L., & Dearden, K., 1998) examine également la question des méthodes optimales d'évaluation de l'impact en examinant et en comparant quatre systèmes d'évaluation des institutions de micro finance, grâce à son analyse, il suggère des nouvelles méthodes pour améliorer les approches d'évaluation existantes, qui combinent entre les différentes approches.

En général les études d'impact sont généralement mesurés par deux méthodes; les méthodes d'évaluations macroéconomiques repris par les instances internationales comme la banque mondiale et les institutions de micro finance eux-mêmes, ainsi que les méthodes randomisées et contrôlées qui consistent à examiner l'effet micro économique engendré, tels que l'impact sur le bien-être, l'entrepreneuriat....etc.

Dans ce sens notre méthodologie de recherche est basé sur l'approche institutionnaliste qui stipule que la micro finance est plus efficace dans le cas où l'objectif tracé priorise la pérennité de l'entreprise par rapport au ciblage des pauvres, ce qui permet de créer un grand nombre de PME.

3.1 Sources de données

Afin de vérifier les approches théoriques citées précédemment, une enquête a été réalisée auprès des chefs de ménages anciens bénéficiaires de microcrédit ANGEM (plus de 3 ans) durant la période allant de Mars à la fin d'avril 2015.

L'enquête est basée sur une étude destinée à savoir si les ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM ressentent vraiment une amélioration de leurs niveau de vie, cette étude cherche à identifier la relation entre le microcrédit comme instrument d'inclusion financière et le niveau de vie des ménages comme un indicateur microéconomique et indice de pérennité des PME, cette enquête est formulée sur la base de deux modèles d'enquêtes le premier s'intitule «enquête sur le niveau de vie des ménages» réalisé par la banque mondiale et le deuxième modèle d'enquête réalisé par l'office nationale des statistiques algérien en 2011 sur le niveau de vie des ménages algériens,

L'enquête est analysée par des données de panel collectées auprès d'un échantillon de 150 bénéficiaires du dispositif ANGEM dans la wilaya de Mascara.

L'échantillon est composé de seize Daïras repartis sur l'ensemble du territoire de la wilaya de Mascara, la méthode de sondage employée est la méthode d'échantillonnage aléatoire simple au sein de chaque quota, à travers le déplacement au niveau de chaque daïra sur les sites des locaux octroyés aux bénéficiaires de microcrédit ANGEM. L'échantillonnage aléatoire simple permet de s'assurer que chaque bénéficiaire du microcrédit a la chance d'être sélectionné avec la même probabilité que les autres.

En fait, nous avons pris comme population ciblée seulement les anciens bénéficiaires de plus de 3 ans, ce qui nous a obligés de prendre Les bénéficiaires de l'année 2011 et 2012 du nouveau dispositif ANGEM (HADEFI A. Z., 2016).

3.2 Structure du questionnaire

La présente enquête est structurée de la façon suivante : le questionnaire englobe 79 items formulés en sept parties :

- La première partie représente les caractéristiques sociodémographiques des bénéficiaires et de leurs ménages.
- La deuxième partie représente l'indicateur d'inclusion financière

- La troisième partie regroupe l'ensemble des questions sur les dépenses de consommation alimentaire.
- La quatrième partie regroupe l'ensemble des questions liées aux dépenses de consommation alimentaire et les dépenses de consommation non alimentaire.
- La cinquième partie regroupe l'ensemble des questions liées à la qualité de vie améliorée à l'aide du microcrédit ou bien de l'activité issue de ce dernier.
- La sixième partie regroupe l'ensemble des questions liées aux possessions d'actifs et à la pérennité des entreprises.
- La septième partie regroupe une question liée à l'avis subjectif des bénéficiaires sur leurs perceptions de l'impact du microcrédit sur le niveau de vie de leurs ménages.

3.3 Codage des questions

Le codage consiste à donner un nombre à chaque réponse ou catégorie de réponses pour une question donnée. Le logiciel utilisé pour l'analyse de l'enquête est le SPSS version 25.

4. Résultats et discussion

4.1 Entrepreneuriat et microcrédit en Algérie, entre réalité et vécu

4.1.1 Aperçu sur l'entrepreneuriat en Algérie

Avant d'entamer notre étude on doit présenter un aperçu sur la création des micro-entreprises en Algérie, un cadre quantifiable doit être mise en place afin de donner une idée sur la réalité de l'entrepreneuriat en Algérie.

Selon le rapport du bureau international du travail sur l'entrepreneuriat en Algérie (OIT, 2017), le pourcentage des femmes qui sont employées à leur propre compte est de 10,1% face au pourcentage de 89,9% des hommes. Ce qui donne plus de chance aux femmes par-apport aux hommes en matière de micro-finance, Le recensement économique réalisé en 2011 (ONS) avait aussi montré un pourcentage très similaire quant au nombre de femmes gestionnaires d'entreprises. Il est aussi important de signaler qu'il existe un déséquilibre entre les secteurs d'activités: dans l'artisanat, plus d'un tiers sont des femmes (36,6%), dans les autres catégories elles ne sont qu'entre 5,5% et 7,7% du nombre total d'entreprises/entrepreneures.

Quant à la distribution géographique, l'analyse du tableau 2 indique que le nord de l'Algérie concentre le plus grand nombre d'entrepreneurs suivi du territoire des Hauts Plateaux et du Sud. Par rapport à la différence entre le pourcentage de femmes et les hommes pour chaque région, on constate que le territoire des Hauts Plateaux affiche pour chaque type d'entreprise, un taux de femmes plus bas que dans les autres régions allant de 3,6% des personnes morales jusqu'à 6,6% des personnes physiques.

Table 1 : Répartition des entreprises enregistrées auprès du CNRC par secteur, statut et sexe

	PRD BIENS	ETS PRODARTI	DIST GROS	IMPORT	DIST DETAIL	SERVICES	EXPORT	TOTAL
P. PHYSIQUES	H	236 752	4434	62 338	N/A	742 014	66391	393
	F	13 322	362	4 807	N/A	70 835	53 981	10
P. MORALES	H	60 164	1582	20 078	40041	14 153	64 762	1 346
	F	3 238	142	1 295	2 166	860	5 094	80

Source : (OIT, 2017, p. 34)

Table 2 : Répartition régionale des entreprises créent via les programmes publics

	P. Physiques			P. Morales		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
NORD	1 076 124	91 309	1 167 433	125 922	9 043	134 965
HAUTS PLATEAUX	385 664	27 404	413 068	28 706	1 082	29 788
SUD	147 326	15 526	162 852	12 887	521	13 408
TOTAL	1 609 114	134 239	1 743 353	167 515	10 646	178 161

Source : (OIT, 2017, p. 34)

4.1.1 Développement de l'activité du microcrédit en Algérie

Une étude d'impact nécessite un cadrage macroéconomique qui englobe l'ensemble des agrégats à l'échelle institutionnel, pour la présente étude et d'après les données produites par l'ANGEM arrêté au 31 Mars 2018, les crédits octroyé sont réparties sur sept secteurs d'activités avec la grande part pour les TPI soit un pourcentage de 39.05%, en deuxième degré on enregistre le secteur de service et en troisième le secteur de l'artisanat, l'omniprésence de ces trois secteurs est argumenter par le fait que ces activités n'exigent pas un financement lourd contrairement aux autres activités.

Pour le nombre de bénéficiaires on enregistre un chiffre de 834270, la grande part est octroyé aux femmes avec un pourcentage de 62.98%, ce chiffre est argumenter par le fait que la politique de l'état de microcrédit stimule l'atténuation des inégalités entre femme et

homme en matière de financement et de création d'entreprises, la figure n°01 récapitule le bilan générale des services financiers octroyé par l'ANGEM.

Fig. 1 : Bilan cumulé des services financiers au 31 Mars 2018

BILAN CUMULÉ DES SERVICES FINANCIERS AU 31 MARS 2018					
1. Répartition des crédits octroyés par type de financement			2. Répartition des crédits octroyés par genre		
Type de financement	Nombre de crédits	Part par programme	Genre	Nombre	Part(%)
Financement Achat de Matières Premières	753 326	90.30%	Femmes	525 386	62.98%
Financement triangulaire « ANGEM-Banque-promoteur »	80 944	9.70%	Hommes	308 884	37.02%
Total	834 270	100%	Total	834 270	100%
3. Répartition des crédits octroyés par secteur d'activités			4. Répartition des crédits octroyés par tranche d'âge		
Secteurs d'activités	Nombre de prêts octroyés	Part (%)	Tranche d'âge	Nombre	Part(%)
Agriculture	116 047	13.91%	18 - 29 ans	304 349	36.48%
TPI	325 762	39.05%	30 - 39 ans	262 494	31.46%
BTP	70 988	8.51%	40 - 49 ans	150 603	18.05%
Services	170 873	20.48%	50 - 59 ans	84 436	10.12%
Artisanat	146 305	17.54%	60 et plus	32 388	3.88%
Commerce	3 497	0.42%	Total	834 270	100.00%
Pêche	798	0.10%			
Total	834 270	100.00%			
5. Répartition des crédits octroyés par niveau d'instruction			6. Bilan des financements des catégories spécifiques		
Niveau d'instruction	Nombre	Part(%)	Nombre		
Sans niveau	134 262	16.09%	Catégories	Femmes	Hommes
Alphabétisé	12 945	1.55%	Handicapés	549	973
Primaire	126 229	15.13%	Ex-détenus	63	1 678
Moyen	415 634	49.82%	Victimes de la tragédie nationale	171	223
Secondaire	111 641	13.38%	Candidats à l'émigration clandestine	9	86
Universitaire	33 559	4.02%	Personnes atteintes du VIH/Sida	61	2
Total	834 270	100.00%	Personnes rapatriées	1	769
			Total	854	3 731
					4 585

Source (Ministère de la solidarité nationale, 2002)

4.2 Etude empirique

4.2.1 Analyse descriptive

La présente étude cherche à savoir l'impact du microcrédit sur la pérennité des petites et moyennes entreprises; en analysant la corrélation entre l'indicateur de pérennité qui représente un indicateur proxy incluant l'indice d'inclusion financière qui représente le degré de liberté financière basé en premier degré sur le taux d'épargne, ce dernier représente selon le model keynésien la première source de financement et en deuxième degré l'indice de possession d'actifs par le biais de l'enquête sur le niveau de vie des bénéficiaires de ce type de financement.

Afin de cerner les variables explicatives et les variables à expliquer; une analyse descriptive est indispensable, cette dernière représente une simple analyse d'effectifs.

Table 3 : Niveau d'étude atteint

		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas d'études	10	6,7
	Etudes primaires	20	13,3
	Etudes moyennes	76	50,7
	Etudes secondaires	34	22,7
	Etudes Universitaires	10	6,7
	Total	150	100,0

Réalisé par les auteurs à l'aide de SPSS Vr25

L'analyse du tableau ci-dessus nous permet de constater que 6.7% des personnes enquêtées sont des analphabètes, on constate aussi que 13.3% des personnes enquêtées ont poursuivi des études primaires, mais aussi et d'une part seulement 6.7% des personnes enquêtées sont des universitaires et 22.7% ont poursuivi des études secondaires et d'autre part 50.7% des personnes interviewées ont atteint le niveau d'étude moyen.

Table 4 : Lieux de Résidence

		Effectifs	Pourcentage
Valide	Zone rurale	63	42,0
	Zone urbaine	87	58,0
	Total	150	100,0

Réalisé par les auteurs à l'aide de SPSS Vr25

L'analyse du tableau nous indique que 42% seulement des personnes enquêtées résident dans une zone rurale, et la majorité 58% des personnes enquêtées soit 87 personnes résident dans une zone urbaine, ce résultat peut être dû au problème de la proximité de l'agence ANGEM.

Table 5 : Secteur d'activité

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	L'agriculture	1	,7	,7	,7
	L'industrie	1	,7	,7	1,3
	Le commerce	18	12,0	12,0	13,3
	L'artisanat	113	75,3	75,3	88,7
	Travaux publics	2	1,3	1,3	90,0
	L'élevage	1	,7	,7	90,7
	Les services	1	9,3	9,3	100,0

		4			
	Total	150	100,0	100,0	

Réalisé par les auteurs à l'aide de SPSS Vr25

L'analyse du tableau nous démontre que 75.3% des personnes enquêtées possèdent une carte d'artisan, ce fort pourcentage est due peut-être au montant due microcrédit qui convient aux besoins financiers des Artisans, le deuxième secteur représenté est le commerce avec 12%, le troisième est le secteur des services avec 9.3%, le secteur des travaux public regroupe que 2 personnes, les autres secteurs ne représente que 0.7% du totale des personne interviewées.

4.2.2 Interprétation de l'analyse de la régression linaire

L'analyse de régression linaire nous permet de savoir l'existence de relation entre la variable indépendante ; dans notre cas c'est le montant du crédit et la variable dépendante qui est l'indicateur proxy d'entrepreneuriat qui représente la somme de l'analyse factorielle de deux parties ; la première représente l'indice d'inclusion financière et la deuxième l'indice de possession d'actifs , avant d'entamer l'analyse de régression linaire on a appliqué la réduction des dimensions de l'ensemble des questions qui forme les deux parties citées précédemment qui nous aide à évaluer la pérennité de l'entreprise par son endurance financière .

Cette partie d'analyse se focalise sur l'étude des relations entre les variables de recherche et surtout sur le lien entre la variable montant du prêt est l'indicateur proxy de pérennité des entreprises (l'existence ou non de la corrélation) et d'autre part la relation entre la variable montant du crédit et est l'indicateur proxy de pérennité des entreprises (l'ordre de corrélation).

L'interprétation du test de régression se fait par : l'intensité de la relation par le recours au calcul du coefficient de corrélation linaire R, la significativité de la relation et de la qualité de l'ajustement des variables dont les indicateurs sont le coefficient de détermination linéaire (Sig).

En fait, il synthétise la capacité de la droite de régression à représenter l'ensemble du nuage de points des valeurs observées.

Pour cela on constate :

Ho : le cas où il n'existe pas un impact du microcrédit sur l'indicateur de pérennité des PME crée par le microcrédit en Algérie.

H1 : le cas où il existe un impact du microcrédit sur l'indicateur sur l'indicateur de pérennité des PME crée par le microcrédit en Algérie.

Si le (Sig) est inférieur à 0.05 on retient H1 et on refuse Ho, mais si le (Sig) est supérieur à 0.05 on retient Ho et on refuse H1

Selon le tableau (T6) le (sig) est de 0,000^b ce qui est inférieur à 0.05 alors on retient H1 et on refuse H0. ce qui reflète la validation de notre hypothèse.

Table 6 : ANOVA^a

Modèle		Somme des carrés	ddl	Moyenne des carrés	D	Sig.
	Régression	21,451	1	21,451	24,890	000 ^b
	Résidu	127,549	148	,862		
	Total	149,000	149			
a. Variable dépendante : l'indicateur proxy de pérennité des PME						
b. Valeurs prédites : (constantes), Es-ce que vous trouvez que le microcrédit a amélioré la pérennité de votre entreprise?						

Réalisé par les auteurs à l'aide de SPSS Vr25

Table 7 : Récapitulatif des modèles

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	,379 ^a	,144	,138	,92834283
a. Valeurs prédites : (constantes), Es-ce que vous trouvez que le microcrédit a amélioré la pérennité de votre entreprise?				
b. Variable dépendante : l'indicateur proxy de pérennité des PME				

Réalisé par les auteurs à l'aide d'SPSS Vr25

Le tableau ci-dessus, nous indique que le R est à 0.379 ce qui signifie que le microcrédit a amélioré l'indicateur proxy de pérennité des PME crée dans le cadre du programme ANGEM d'un taux de 37.9%.

Conclusion

Le déploiement d'un système financier inclusif est considérée comme une priorité majeure des Etats dans de nombreux pays en voie de développement ; en particulier en Algérie qui a mis-en place une agence spécialisé dans le développement de la micro finance, bien que l'importance de la pérennité des entreprises soit largement reconnue, sa mesure reste ambiguë à cause de l'insuffisance des recherches ainsi que les méthodes employées pour y parvenir à des résultats fiables qui sont basées sur des micro données.

Dans ce sens il indispensable d'expliqué le concept de pérennité des PME, qui est défini dans le présent article par l'indicateur proxy d'endurance financière, basé sur la

réflexion de Keynes qui stipule que l'épargne est la première source de financement de l'investissement ainsi que l'indice de possession d'actif qui échappe à l'analyse microéconomique du model keynésien.

Selon la présente étude on constate que la majorité des bénéficiaires trouvent que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier a améliorée le niveau de vie de leurs ménages ; et implicitement l'endurance financière de leurs PME, mais d'autre part on enregistre que l'effet du microcrédit dans les zones rurales n'est pas semblable à l'effet constaté dans les zones urbaines.

5. References

- Afrane, S. (2002). Impact assessment of microfinance interventions in Ghana and South Africa: A synthesis of major impacts and lessons. *Journal of microfinance/ESR Review*, 4(1), 4.
- Ahlstrom, D. &. (2014). Entrepreneurship in China: an overview. *International Small Business Journal*, 32(6), 610-618.
- Armendariz, B. &. (2007). *The Economics of Microfinance*. Massachusetts Institute of Technology.
- Banerjee, A. D. (2015). The miracle of microfinance? Evidence from a randomized evaluation. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 22-53.
- Bolnick, B. R., & Nelson, E. R. (1990). Evaluating the economic impact of a special credit programme: KIK/KMKP in Indonesia. *The Journal of Development Studies*, 26(2), 299-312.
- Bruton, G. K. (2015). New financial alternatives in seeding entrepreneurship: Microfinance, crowdfunding, and peer-to-peer innovations. . *Entrepreneurship Theory and Practice*, 39(1), 9-26.
- Coleman, B. E. (2006). Microfinance in Northeast Thailand: Who benefits and how much? *World Development*, 34(9), 1612-1638.
- Copestake, J., Bhalotra, S., & Johnson, S. . (2001). Assessing the impact of microcredit: A Zambian case study. *Journal of Development Studies*, 37(4), 81-100.
- Cruz, M. F. (2015). *Ending Extreme Poverty and Sharing Prosperity*. Banque Mondiale.
- Development Research Group, F. a.-W. (2018, Oct 31). *Global Financial Inclusion (Global Findex) Database 2017*. World.
- Dupas, P. &. (2013). Savings constraints and microenterprise development: Evidence from a field experiment in Kenya. *American Economic Journal: Applied Economics*, 5(1), 163-92.
- Goetz, A. M., & Gupta, R. S. (1996). Who takes the credit? Gender, power, and control over loan use in rural credit programs in Bangladesh.). *World Development*, 24, 45-63.

- HADEFI, A. Z. (2016). Impact de la micro-finance sur le niveau de vie des Ménages (Cas d'étude wilaya de Mascara). Mascara, Algérie: Université de Mustapha Istambouli de Mascara.
- Hashemi, S. M., Schuler, S. R., & Riley, A. P. . (1996). Rural credit programs and women's empowerment in Bangladesh. . *World development*, 24(4), 635-653.
- Hoff, K. &. (2001). Modern economic theory and development. *Frontiers of development economics*. World bank.
- Hulme, D. (2000). Impact assessment methodologies for microfinance: theory, experience and better practice. *World Development*, 28(1), 79-98.
- Hyman, E. L., & Dearden, K. (1998). Comprehensive impact assessment systems for NGO microenterprise development programs. . *World Development*, 26(2), 261-276.
- Kevane, M., & Wydick, B. (2001). Microenterprise lending to female entrepreneurs: sacrificing economic growth for poverty alleviation? *World Development*, 29(7), 1225-1236.
- Khavul, S. (2010). Microfinance: creating opportunities for the poor? *Academy of management perspectives*, 24(3), 58-72.
- MAYOUX, L. (2013). Atteindre les femmes et les autonomiser: défis pour la microfinance. *Microfinance et Genre: Des nouvelles contributions pour une vieille question*, 35-39.
- Ministère de la solidarité nationale, d. l. (2002). Agence nationale de gestion de Micro-crédit. Consulté le 2018, sur Agence nationale de gestion de Micro-crédit: <https://www.angem.dz/home.php>
- Mosely, P., & Hulme, D. (1998). Micro-enterprise Finance. *Three Conflict between Growth and Poverty Alleviation*.
- Mosley, P. (2001). Microfinance and poverty in Bolivia. . *Journal of Development Studies*, 37(4), 101-132.
- OIT. (2017). Évaluation nationale du développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie, situation et recommandations. Algérie: Bureau international du travail.
- Park, A., & Ren, C. (2001). Microfinance with Chinese characteristics. . *World Development*, 29(1), 39-62.
- Phan, P. (2009). Entrepreneurship and Microfinance. *A Review and Research Agenda*.
- Pitt, M. M., & Khandker, S. R. (1998). The impact of group-based credit programs on poor households in Bangladesh: Does the gender of participants matter?. *Journal of political economy*, 106(5), 958-996.
- Roodman, D. (2012). *Due diligence: An impertinent inquiry into microfinance*. CGD Books.
- Roodman, D. (2013.). *Armageddon or adolescence? Making sense of microfinance's recent travaux*. In *Microfinance*. Springer, Berlin, Heidelberg., 3.0, pp. 13-40).
- Schuler, S. R., & Hashemi, S. M. . (1994). Credit programs, women's empowerment, and contraceptive use in rural Bangladesh. *Studies in family planning*, 65-76.

- SMAHI, A. (2010). Microfinance et pauvreté: quantification de la relation sur la population de Tlemcen (Doctoral dertation). Université de Tlemcen.
- Unies, N. (2006). Construire des secteurs financiers accessibles à tous. Unies, N.
- Woller, G., & Parsons, R. (2002). Assessing the community economic impact of microfinance institutions. . Journal of Developmental Entrepreneurship, 7(2), 133.
- Wydict, B. (1999). The effect of microenterprise lending on child schooling in Guatemala. Economic development and cultural change, 47(4), 853-869.
- Yunus, M. (1999). The Grameen Bank. Scientific American, 281(5), 114-119.